DEPARTEMENT DE LA HAUTE CORSE **REPUBLIQUE FRANCAISE**

COMMUNE DE ……..

MODELE D'ARRETE PORTANT DESIGNATION AUX FONCTIONS DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE MAIRIE
(commune de moins de 3 500 habitants)
DE M XXXXXXXXX
(GRADE)

Madame le Maire/Monsieur le Maire
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-19-1 ;
Vu la loi n°2023-1380 du 30/12/2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie, et notamment son article 1 ;
Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ; (*le cas échéant si l'agent occupe un emploi à temps non complet*) ;
Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
Vu l'arrêté en date du …….. fixant la dernière situation de Madame/Monsieur..... , au grade de **……** à la date du…… ;
Considérant que le nombre d'habitants de la commune est inférieur à 2 000 habitants ou compris entre 2 000 et 3 500 habitants ;
Considérant qu'aucun agent n'exerce les fonctions de Directeur Général des Services ;
Considérant que Madame/Monsieur..... exerce les fonctions de secrétaire général(e) de mairie depuis le …….....

A R R E T E

ARTICLE 1 : A compter du …….., Madame/Monsieur..... est désigné(e) aux fonctions de secrétaire général de mairie à temps complet (*ou à temps non complet … /35ème*) sans modification de ses conditions statutaires et d'emploi.

ARTICLE 2 : Le ou la Secrétaire de Mairie est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'Etat,
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée :

- à la Présidente du Centre de Gestion,
- au Comptable de la collectivité.

Fait à……..
Le ……

Le Maire

(prénom, nom lisibles et signature)

Le Maire
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....
Signature de l'agent :